

BÉJAÏA

Réouverture, bientôt, du CET de Oued Ghir

**La reprise de l'unique centre d'enfouissement technique (CET) de Béjaïa, situé sur les hauteurs de la commune de Oued Ghir, est pour bientôt, avons-nous appris de la Direction de l'environnement.**

L'information faisant état de la mise en conformité du site en question annoncée sur les ondes de la radio locale, longtemps décrié par la population et les associations pour ses multiples nuisances, reprendra cette fois avec toutes les commodités afférentes à ce genre d'exploitation environnementale. La nouvelle de la mise en service du CET constituera à coup sûr une bouffée d'oxygène pour la région qui souffre le martyre à cause d'un environnement nauséabond.

Pour rappel, le CET de Oued Ghir a été mis en service en dépit de l'existence des équipements nécessaires pour le traitement du lixiviat et des odeurs, qui devaient être installés en même temps que la station de traitement des déchets.

L'affaire du CET a failli tourner au vinaigre suite à l'insistance de la population, qui n'a pas cessé de manifester devant le refus des autorités de la wilaya d'abdiquer. Il aura fallu plusieurs semaines de crise

avant que le wali ne fasse machine arrière et décide alors de fermer la décharge en question.

Des pulvérisateurs d'odeurs de haute technologie ont été installés sur la zone de traitement, avons-nous remarqué sur site et appuyés par un processus chimique neutralisant les émanations. «C'est déjà une excellente nouvelle pour les riverains, désormais plus de mauvaises odeurs au CET de Oued Ghir en attendant l'acquisition de la station de traitement du lixiviat qui va certainement donner une image positive autre que celle vécue par les citoyens de la région avant le conflit», expliquera un technicien supérieur spé-

cialisé dans l'environnement avant d'ajouter : «Les mentalités doivent changer, nous sommes obligés de recourir à ce genre d'exploitation sinon bonjour les dégâts. C'est vrai que le CET a été inauguré dans la précipitation sans que les responsables ne prennent en compte les compartiments indispensables au traitement effectif des déchets, mais là, avec ces nouvelles installations de haute technologie, le citoyen devra se féliciter de cette opportunité environnementale qui n'a pour durée que cinq ans, avant sa fermeture et son changement de statut à l'instar de celui de Oued Smar ,qui aujourd'hui accueille un joli parc d'attractions.

Qui aurait prédit une telle fin pour Oued Smar ? Personne !»

Sur place, comme nous l'explique un autre cadre de l'environnement, le principe de la disparition catégorique des odeurs est simple, les pulvérisateurs installés ont pour mission de neutraliser les gaz produits par la dégradation de la matière organique naturelle contenue dans les déchets stockés. Les odeurs comprenant du méthane et du gaz carbonique sont systématiquement anéanties par des canaux capteurs de biogaz avec une certaine combustion.

Avec un tel centre répondant aux normes cette fois-ci, les citoyens de la capitale des Hammadites et ses environs pourront désormais respirer de l'air pur, contempler la nature et pourquoi pas adhérer à l'initiative commune pour la sauvegarde d'une région propre comme au temps de l'antique «petite Suisse».

Kamel Gaci

TIZI-OUZOU (IRDJEN)

L'école primaire de Bousmahel fermée par les parents d'élèves

L'école primaire «Frères Dekkal» du village Bousmahel, dans la commune d'Irdjène, une quinzaine de kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou a été fermée par les parents d'élèves «jusqu'à nouvel ordre», affirme un représentant des parents d'élèves qui protestent contre le retard dans le lancement des travaux de réalisation d'une cantine

scolaire et de nouvelles classes. «En l'absence d'une cantine, les salles de cours se transforment en espace de restauration, et ce, à l'occasion de chaque pause déjeuner. Cette situation qui devient ingérable, même pour les enseignants, date depuis la démolition de l'ancienne école dont l'assiette devait être récupérée afin de réaliser de nouvelles

classes et un réfectoire. Toutes les autorités concernées ont été saisies et sont mises au courant de ce problème, et, ce depuis 2008», précise l'association des parents d'élèves qui se plaint de la lenteur dans la prise en charge de leurs doléances.

S. A. M.

TIARET

Quel dénouement pour les grèves de l'école Hamdani-Malika ?

**«Que se passe-t-il vraiment à l'école Hamdani-Malika de Tiarét ?», telle est la question que posent les parents d'élèves depuis que leurs enfants ont commencé à rebrousser chemin en raison d'un mouvement de grève observé par les enseignants et le personnel de l'administration.**

Renseignement pris, l'on saura que l'établissement a effectivement connu en l'espace d'une semaine deux actions de protestation par le biais desquelles l'encadrement a revendiqué le départ de la directrice installée par la tutelle au titre de la dernière rentrée scolaire. Les enseignants fortement renforcés par les

agents de l'administration ont en effet suspendu leur travail, un acte non sans déboucher sur le renvoi des élèves comme ce fut le cas avant-hier, à la stupefaction de leurs parents.

Selon les informations recueillies, les protestataires reprochent à la directrice le non-respect envers le personnel, l'absence de communication

ponctuée diront-ils, par la prise de décision sans la moindre concertation avec le collectif et, enfin, le laisser-aller voire la dégradation de l'image de l'école, laquelle s'est répercutée, sur les résultats pédagogiques, ont-ils estimé à l'unanimité.

La situation avait alors nécessité la semaine passée le déplacement sur place du secrétaire général suivi de la directrice de l'éducation, laquelle a promis d'y dépêcher une commission, mais vainement. Depuis, la situation s'est envenimée davantage, puisque les plaignants sont revenus à la charge pour exiger tout bonnement le

départ de la responsable de l'établissement.

Contacté par nos soins, un responsable à la Direction de l'éducation devait nous confirmer que des décisions sont sur le point d'être dégagées au plus tard aujourd'hui mardi. Cela dit, la directrice de wilaya de l'éducation est appelée à intervenir pour dénouer l'imbroglio avec des solutions idoines, d'autant que cela coïncide avec le mouvement de débrayage qui affecte déjà le secteur au niveau national et fait de l'élève une victime de prédilection.

M. B.

GUELMA

Pour la mise en conformité de la nouvelle ville

**L'attribution effective des logements sociaux du POS SUD a été entamée en 2011, mais «la nouvelle ville n'était tout simplement pas prête». Certains bénéficiaires ont jeté un froid quelques jours après cette opération, tant attendue.**

Des familles ont tardé à s'y installer prétextant de nombreux problèmes de finitions, évoquant notamment «des réseaux souterrains défectueux», «chaussées défoncées», «voirie dégradée», «avaloirs obstrués», «éclairage public inopérant», «boue en hiver»... Certains promoteurs sont pointés du doigt. Mais la situation demeure inquiétante et monte crescendo.

La première responsable de l'exécutif appelle les services concernés à relever la cadence des travaux pour faire face à la dégradation du cadre de vie dans ces cités du POS SUD.

Une communication a été faite dans ce sens lors de la dernière session de l'APW par ce que le cadre de vie est affecté, non seulement par le délabrement du réseau routier, mais aussi par la reconstitution rapide des

dépôts sauvages, et les tas d'immondices, en dépit des instructions données aux services de l'APC. «Je ne vous cache pas que j'étais surprise, en visitant cet endroit pour la première fois, et je me demande, d'ailleurs, comment nous osons l'appeler nouvelle ville, à l'état actuel des choses», déclare madame le wali, devant les élus de cette assemblée. Elle a instruit les parties concernées à l'effet d'intensifier le dispositif de viabilisation et de prendre toutes les mesures appropriées pour remédier à cette situation et promouvoir un cadre de vie sain, pour les résidents.

«On doit relever le défi, en cher-

chant les moyens d'accélérer la cadence de mise en conformité des VRD dans ce pôle d'habitat social qui s'apprête encore à accueillir des milliers de familles», déclare-t-elle.

Le directeur de l'urbanisme, qui a pris ses fonctions il y a à peine quelques mois, reconnaît toutefois la justesse des inquiétudes soulevées par les familles résidentes, en énumérant les anomalies constatées. Il s'agit essentiellement d'insuffisances en matière de viabilisation. Bien que dans le désarroi, les familles résidentes espèrent voir leurs préoccupations prises en charge.

Noureddine Guergour

OUM-EL-BOUAGHI

La direction de la Cnas opte pour des facilités envers les employeurs

**Dans le cadre des nouvelles mesures décidées par les pouvoirs publics en direction des employeurs, la Caisse nationale de la sécurité sociale d'Oum-El-Bouaghi, par le biais de la chargée de communication, a organisé une journée d'information et de sensibilisation aux nouvelles mesures.**

Selon M<sup>me</sup> Hambli, la chargée de la cellule d'écoute, répondant aux questions de notre journal, : «Cette journée décidée par la tutelle a pour

objet la vulgarisation des mesures exceptionnelles prévues par l'article 57 de la loi de finances complémentaire 2015 dont les délais ont été pro-

longés au 31 décembre 2016 pour permettre aux employeurs de régulariser leurs situations.» Et d'ajouter «ces avantages permettent aussi aux employeurs de souscrire à un échéancier de paiement des cotisations impayées et bénéficier de l'annulation des majorations et autres pénalités de retard y afférentes».

Par ailleurs, la chargée de la cel-

lule d'écoute nous fait aussi savoir que de nouvelles dispositions de proximité seront opérationnelles incessamment ; il s'agit de l'introduction de la télédéclaration et le télépaiement. Ces deux prestations seront désormais effectives sur le portail de la Cnas.

Selon elle, ces services électroniques qui répondent aux normes et

standards universels permettent aux employeurs de s'acquitter de leur devoir sans avoir à faire de longs déplacements et leur fera gagner beaucoup de temps.

Cette nouvelle technologie permet aux employeurs de se rapprocher des différentes institutions bancaires où ils se trouvent pour régler leurs cotisations.

Moussa Chtatha

SUITE À UN ÉNIÈME  
REPORT DE  
L’AFFICHAGE DES  
LISTES DE PRÉ-  
BÉNÉFICIAIRES  
DE LOGEMENTS

Akbou en  
ébullition

La tension est à son comble dans la ville d'Akbou depuis quelques mois et le risque d'une éventuelle explosion sociale est palpable au vu de l'atmosphère lourde qui règne dans cette importante cité.

Hier, à l'annonce d'un énième report de l'affichage des listes des pré-bénéficiaires de quelque 573 logements sociaux décidé par le wali de Béjaïa, des centaines de citoyens ont procédé vers les coups de 15h30 à la fermeture de la RN 26 au niveau du carrefour de la zone industrielle, provoquant une indescriptible pagaille à la circulation automobile.

Les manifestants ont brandi des pancartes appelant à l'intervention urgente et personnelle du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales.. «On veut la présence de Noureddine Bedoui pas le wali», scandaient les demandeurs de logements d'Akbou, qui ne juraient que par la satisfaction imminente de leur revendication à savoir l'affichage des listes, sinon la RN 26 restera fermée à jamais.

Notons que l'affichage des listes des pré-bénéficiaires devait avoir lieu mercredi dernier avant de la reporter pour aujourd'hui (mardi). A l'information d'une grandiose manifestation citoyenne, le premier responsable de la wilaya a ordonné le renvoi de l'affichage à une date ultérieure , ce qui a provoqué la colère des citoyens d'Akbou dans l'après-midi d'hier.

K. G.